

Nous ne pèserons que par nos luttes ? Alors construisons-les !

La Bretagne du Travail en colère et les manifestations dans le Nord-Pas-de-Calais l'indiquent, comme les reculades et cafouillages du parlement sur la réforme des retraites, la crise sociale qui vient naître de la politique de Hollande qui laisse faire et encourage les agressions patronales, concentrées sur les besoins élémentaires (emploi, salaire, logement, santé). C'est l'accumulation des attaques, leur horizon de chômage sans fin, l'angoisse qu'elles engendrent qui vont rendre cette crise d'emblée explosive.

Le rôle de la Fédération est de contribuer à bâtir le mouvement social et d'en clarifier les objectifs, afin d'optimiser son efficacité, d'évacuer la confusion et la manipulation, de façon à éviter l'impasse, le renoncement après une colère éphémère et donc la récupération par la mouvance fasciste (FN, Bloc Identitaire, UMP radicale, etc.).

Il y a urgence. Une thèse raciale, plus large que la zone d'influence de l'extrême droite, prétend que c'est la question de l'identité française, la place des immigrés, en somme la pureté de la nation qui l'emporte sur la question sociale. C'est ce nationalisme qui fournit au libéralisme économique son enveloppe idéologique. Un marché et un patronat tout puissants, dotés de tous les pouvoirs, tendent aux salariés le drapeau national en guise de consolation et de dérivatif, telle est la manoeuvre en cours.

Le mouvement social est absolument indispensable, à la fois pour replacer la question sociale au centre et pour faire reculer l'extrême droite. De surcroît, attendre un hypothétique changement d'orientation de la part d'un gouvernement qui agit contre nous serait commettre un lourd contresens. Nul contrat social ne nous lie à Hollande, sa majorité parlementaire et son gouvernement. C'est le Medef qui obtient ce qu'il veut de Hollande.

La vague de licenciements qui déferle sur les sociétés de l'information, de la communication la publicité et des imprimeries de Labeur, les manoeuvres de concentration et de restructuration qui affectent en permanence la filière papetière, le chantage emploi contre salaire et travail gratuit partout pratiqué doivent être traités et combattus par un mouvement social solidaire. Tout comme l'emblématique départ de l'impression du Figaro madame vers la Belgique, mesure prise pour tenter d'humilier la CGT et désindustrialiser par effet d'aubaine.

Il s'agit d'arracher les salariés au piège de l'isolement dans des prétendus « départs volontaires » et des plans baptisés sociaux qui ne sont que des licenciements. Par là, les syndicats de la Filpac CGT dénie au patronat le droit qu'il s'arroge de parler au nom de la volonté des salariés, lesquels n'aspireraient qu'à un pourboire pour décamper à toute vitesse vers le chômage permanent.

Les lois promulguant la rupture conventionnelle et la flexibilité (les deux ANI Medef CFDT transposés en loi) ont offert au patronat le droit de disposer comme bon lui semble du droit de licencier, sans avoir à justifier des raisons économiques et financières de sa décision, désormais unilatérale. Ces lois fournissent au patronat un effet d'aubaine pour licencier à tour de bras.

La première des contributions des syndicats de la Filpac CGT au mouvement social général consiste à construire des mouvements nationaux tant dans la filière de l'information que tant celle du Papier-Carton.

Quels sont les objectifs de cette campagne ?

- **La loi n'est pas la justice. Conquérons de nouveaux droits.**

Les syndicats Filpac CGT considèrent que si la loi n'est pas la justice, alors il faut conquérir de nouveaux droits définis par la justice sociale. Desserrons l'étouffement de la rupture conventionnelle, le piège du plan de départ volontaire et le pouvoir unilatéral du patron à licencier. Il s'agit d'entreprendre la conquête d'un droit qui limite fortement le pouvoir de licencier, qui donne au comité d'entreprise un recours suspensif contre les licenciements, fermetures et restructurations.

Les syndicats de la Filpac CGT font leur la revendication de la CGT Bretagne, qui exige un gel des licenciements et des plans sociaux. Ils propagent cette revendication à leurs filières professionnelles.

Ils réactivent la revendication d'une loi M Real qui place sous sauvegarde automatique les emplois et les sites menacés de fermetures et de destruction, s'appuyant sur la directive européenne du 12 mars 2001 émise suite à la lutte de Renault Vilvoorde.

- **Solidarité contre solitude. Organisons l'action collective globale.**

Briser l'isolement du salarié menacé dans son emploi, son salaire, face au DRH, ouvrir une autre voie que la valise ou... la valise, la soumission ou... la soumission. Les syndicats de la Filpac CGT proposent à tous les salariés de leur filière professionnelle de soutenir la revendication de la tenue sans délai de négociations nationales portant sur la sauvegarde de l'emploi, des entreprises, des salaires et de la protection sociale. Désenclaver les négociations locales qui tournent autour des exigences managériales des patrons, tel est l'objectif collectif. Les syndicats de la Filpac CGT expliquent en permanence aux salariés qui se fourvoient dans un départ volontaire qu'ils regretteront dès franchie la porte de l'entreprise, que l'alternative est la démarche collective.

- **A la reconquête du salaire ! Nous ne sommes pas « un coût » mais les créateurs de richesses !**

Le salaire direct doit être réévalué de toute urgence, par une meilleure répartition de la valeur ajoutée, par un prélèvement sur les dividendes distribués et les redevances groupes, par une augmentation de la part patronale dans la protection sociale.

Le salaire social est à défendre bec et ongles. Parmi les manœuvres patronales rendues possibles par l'ANI, le choix de la complémentaire santé risque de tourner à la régression sociale et aux bonnes affaires entre amis des patrons. Défendons à la fois les mutuelles, le retour au régime général santé contre sa privatisation et la retraite à 60 ans à taux plein.

Le salaire indirect est l'un des plus frappés par l'offensive des patrons et du gouvernement. La chouannerie des patrons du transport routier contre l'écotaxe n'a d'égale que le Crédit d'impôts distribué aux employeurs par Hollande ou la molle lutte contre l'évasion fiscale et le recours aux paradis fiscaux.

Les syndicats de la Filpac CGT, à l'opposé des libéraux, sont pour un impôt juste, progressif, corrigeant les inégalités par un barème adéquat.

- **Les syndicats de la Filpac CGT ajoutent à ces objectifs ceux des filières presse et papetière notamment.**

Quelles sont les modalités d'action d'une telle campagne revendicative ?

- **Expliquer, consulter, soumettre au vote**

Les syndicats de la Filpac CGT considèrent que les explications et informations permanentes sur toute question sociale font partie intégrante de l'action CGT. La désinformation émanant des DRH, de l'extrême droite, des médias domestiqués ou de la CFDT peuvent être de puissants anesthésiants. Le temps CGT consacré à la communication doit être proportionnel à la confusion répandue dans le personnel de l'entreprise.

La consultation des adhérents et des salariés sur les objectifs revendicatifs et les formes d'action sont l'image de marque principale de la démocratie syndicale préconisée par les syndicats de la Filpac CGT. Quoi de plus fort qu'une plate-forme revendicative adoptée en toute conscience par les salariés, de l'entreprise à la branche.

Les syndicats mandatent la direction nationale de la Filpac pour éditer tous les matériels propres à soutenir la campagne et conforter les syndicats dans leur effort de communication.

- **Organiser les rassemblements nationaux nécessaires**

Le mouvement social à construire sera l'émanation d'un processus de remobilisation, qui, dans la mesure où l'actualité le lui permet, parcourra toutes les étapes nécessaires. L'une de ces étapes consiste en l'organisation patiente et obstinée de rassemblements en des lieux propices à se faire entendre régulièrement. La méthode d'occupation des places - Tharir, Taksim, Puerta Del Sol, Place de Mai... - est en vogue et peut se révéler pertinente. Aucune des étapes intermédiaires susceptibles de renforcer la dynamique du mouvement ne sera négligée.

- **S'organiser, se préparer pour assumer le conflit dans la durée.**

L'expérience collective de ces dernières années montre que l'âpreté de l'attitude patronale pousse à des conflits durs s'ils veulent aboutir. On le sait, on ne règlera rien par des journées trop courtes, des manifestations trop touristiques, des rituels revendicatifs tant formels qu'imprécis. La transcendance de l'activité revendicative passe par une préparation au conflit, pour inverser le rapport des forces, ne serait-ce que sur un point précis. Pour conjurer l'attitude où chacun attend l'autre, ou l'inégalité des capacités d'entraînement, une intense préparation doit commencer par cette campagne revendicative, de façon que les savoir-faire se transmettent, l'endurance se cultive, le soutien de masse soit établi. L'objectif des syndicats de la Filpac CGT est bien de préparer ce conflit pour gagner.

Voté à l'unanimité moins une abstention, Cognac, le vendredi 8 novembre 2013